



# CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°214, été 2019

Classes-En-Lutte  
fait une pause. Prochain  
numéro en septembre

La Mauvaise Herbe n°5  
la revue de la Cnt-éducation  
Abonnez-vous !  
Bulletin dans la rubrique dédiée  
sur le site [cnt-f.org/fte](http://cnt-f.org/fte)



## Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :  
07 82 14 98 31

*Ahou ! Ahou ! Ahou !*

## Des gilets jaunes aux grèves des examens Blanquer et Macron rentrent dans les annales

Si la dernière séquence contre Blanquer, les grèves des surveillances du bac, du Brevet et les rétentions de notes, a été qualifiée d'*inédite* (lire ci-dessous), depuis le 17 novembre dernier avec le mouvement des Gilets jaunes, c'est toute l'année qui a vu se multiplier des initiatives originales. Toute une année scolaire d'actions où lycéen.nes, parents, profs sont descendu.e.s dans les rues pour dénoncer et combattre les lubies réactionnaires du locataire de la rue Grenelle.

Le Bilan est loin d'être négatif. Et, il ne peut se mesurer aux résultats obtenus : le retrait des articles les plus catastrophiques de la loi dite de la

confiance ! Au fil des semaines et des samedis, au fil des rassemblements devant les rectorats..., une dynamique nouvelle s'est construite. Blocages, occupations éphémères, Dies in..., la radicalité du mouvement des Gilets jaunes a fait école ! Impensable, il y a encore quelque temps, le 17 juin, c'est en manif sauvage que les profs ont tenté d'atteindre le ministère.

**Blanquer le sait et ses seules réponses sont les mêmes que Macron : l'arbitraire et le mépris. Elles seront inefficaces pour arrêter cette évolution en marche !**

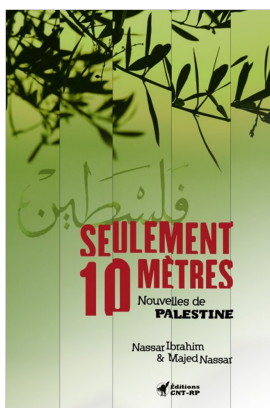
*Second degré : l'intersyndicale prête à affronter Blanquer dès la rentrée*

*Le 10 juillet, dans les locaux du SNES à Paris se tenait la dernière intersyndicale nationale de l'année scolaire (lire en Une de notre site le communiqué).*

*F. Jarraud du Café pédagogique en a fait son "expresso" du lendemain. Extraits. "On a vécu une séquence inédite. On s'est heurté à un ministre réfractaire à tout dialogue... Comme E Macron, JM BLanquer exaspère les collègues même ceux qui ne sont pas grévistes". Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes Fsu, partage ce sentiment avec les autres organisations syndicales. Toutes dénoncent l'absence de dialogue avec le ministre depuis des mois. "Le ministre a trouvé le moyen de rompre le dialogue avec tout le monde", souligne P Désiré secrétaire général de la Cgt Education.*

*"La coupure entre les personnels de l'éducation et le ministre est devenu un fossé (...) Il a franchi la ligne jaune en livrant les professeurs à la vindicte populaire". Emmanuel Macron et ses "prises d'otages" est aussi mis en cause. Les syndicats reprochent aussi au ministre d'avoir fait adopter des mesures illégales pendant le bac. Pour la rentrée, "l'intersyndicale annonce plusieurs types d'actions. La première ce sont des assemblées générales ou des heures syndicales. Les syndicats pensent que les enseignants seront mobilisés et que la crise du bac a renforcé leur poids. Ils s'attendent à ce que les assemblées votent la grève dès la rentrée. Des préavis ont été déposés en ce sens".*

## Des livres pour l'été...



Nassar Ibrahim et Majed Nassar sont tous deux Palestiniens, l'un est journaliste, l'autre est chirurgien. Ils vivent à Beit Sahour en Cisjordanie. Sur un temps long de plusieurs années, ils ont écrit ces quatorze nouvelles, soit en langue arabe, soit en langue anglaise, et pour la première fois traduites en français. Fiction ou pas ? Peu leur importe. Que ce soit l'histoire d'un chien enchaîné, harcelé par le même berger pendant des mois, qui parvient enfin à s'enfuir, ou celle d'un chirurgien qui cherche son fils de dix ans à tra-

vers les rues de Beit Sahour en plein couvre-feu, ces textes livrent des bribes du quotidien de Palestiniens évoluant sous l'ombre toujours grandissante de l'occupation et de son mur.

Malgré la gravité de certains récits au goût amer et funeste, le pathos n'y a pas sa place : on peut s'émouvoir, être révolté tout en partageant soulagement, sourires, complicité et même, parfois, espoirs.

Prix : 10 euros

Traduction : Mari Otxandi

"Il y eut ce printemps-là une série de crimes particuliers, rapidement nommés dans la presse "crimes du XIX<sup>e</sup> siècle". Ceux qui les commettaient étaient des exploités de toutes sortes..."

*Le mois de mai, tout le monde s'y attendait, fut explosif.*

Prix : 7 euros



## Des livres pour lutter...

*Tout l'été, retrouvez quelques propositions de lectures en Une de notre site*

Les Prisons de la misère a renouvelé le débat sur les rapports entre châtement et inégalité. L'ouvrage révèle les voies par lesquelles un "sens commun" punitif (police dite de tolérance zéro, peines planchers plaider-coupable, couvre-feux, incarcération à tout-va), élaboré en Amérique par un réseau néo-conservateur, s'est internationalisé, dans le sillage de l'idéologie économique néolibérale dont il est la traduction et le complément en matière de "justice". Il participe de l'avènement d'un nouveau gouvernement de la misère mariant la main invisible du marché du travail déqualifié et dérégulé au poing de fer d'un appareil pénal intrusif et omniprésent en bas de l'échelle des classes et des quartiers.

Cette nouvelle édition revient sur les évolutions pénales de la décennie passée et montre comment la tornade sécuritaire s'est étendue aux pays du Second monde. Il retrace un processus de pénalisation de la pauvreté et éclaire d'une lumière crue la transformation de l'Etat à l'ère du néolibéralisme triomphant. Car le retour imprévu de la prison sur l'avant-scène institutionnelle ne s'explique pas par l'évolution de la criminalité, pas plus que par l'efficacité supposément accrue des bureaucraties policière et judiciaire. Il résulte de choix politiques étayés par des asymétries de pouvoir. L'inflation carcérale qui sévit pratiquement partout en ce début de siècle n'est pas une fatalité mais une politique publique. Il s'ensuit qu'on peut la remettre en question et, à terme, l'inverser par d'autres politiques.

Prix : 8 euros